

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 22 au 26 juin 2026

Fait marquant

Le Premier ministre Keir Starmer démissionne

Le Premier ministre Keir Starmer a annoncé lundi 22 juin sa démission, près de deux ans après son arrivée au pouvoir. Le Premier ministre démissionnaire restera en poste jusqu'à la désignation de son successeur.

Cette décision fait suite à la victoire de l'ancien maire travailliste du Grand Manchester Andy Burnham lors de l'élection législative partielle de Makerfield, le 19 juin, où il a recueilli 55 % des suffrages. Il apparaît désormais comme le favori pour succéder à Keir Starmer à la tête du parti (et ensuite comme Premier ministre), et a confirmé sa candidature.

Keir Starmer a demandé au National Executive Committee du parti d'établir un calendrier pour la succession : les candidatures seront ouvertes du 9 au 16 juillet, en vue de la désignation d'un nouveau dirigeant d'ici septembre. Wes Streeting, ancien ministre de la santé qui avait démissionné le 14 mai et appelé à un changement à la tête du parti, a indiqué soutenir la candidature d'Andy Burnham, alors qu'il figurait parmi les potentiels candidats au poste de leader. En cas d'absence d'autres candidats, la désignation comme chef du parti et Premier ministre pourrait avoir lieu dès le 17 juillet.

Réputé plus à gauche que Keir Starmer, Andy Burnham semble vouloir conduire une politique économique relativement proche de celle de son prédécesseur. Le choix du futur Chancelier de l'échiquier qui succéderait à Rachel Reeves, qui devrait partir compte tenu de sa grande proximité avec l'actuel Premier ministre, sera scruté avec

attention. Un discours sur ses orientations économiques est attendu pour la semaine prochaine.

En tant que maire de Manchester, Andy Burnham présente un bilan marqué notamment par d'important travaux de modernisation du réseau de transports, avec la création du « Bee Network », deuxième réseau intégré britannique après Londres. Andy Burnham s'est également exprimé en faveur de la reprise sous contrôle public de certains services publics, notamment celui de l'eau.

Le rapprochement avec l'UE figure également parmi ses priorités, de façon alignée avec Keir Starmer. Le sommet UE-Royaume-Uni, dont la tenue le 22 juillet avait été annoncée la semaine dernière, a été reporté à une date ultérieure dans l'attente d'un nouveau gouvernement.

Energie-climat

Le Climate Change Committee appelle le prochain gouvernement à accélérer l'électrification de l'économie

Dans son rapport annuel, le Climate Change Committee appelle le prochain Premier Ministre à garder le cap vers la neutralité carbone en accélérant l'électrification de l'économie. Malgré une baisse de 1,8% en 2025 par rapport à 2024, le rythme de réduction des émissions est encore insuffisant. Seulement 44% des baisses d'émissions nécessaires sont couvertes par des politiques publiques jugées crédibles par le CCC.

Les recommandations se concentrent sur l'accélération de l'électrification par une baisse des prix de l'électricité, une hausse du rythme de déploiement des véhicules électriques et de l'installation des pompes à chaleur et la mise en place d'un plan dédié pour l'électrification de l'industrie. A titre d'exemple, le CCC calcule que la facture énergétique des ménages disposant d'une pompe à chaleur et d'un véhicule électrique est aujourd'hui quatre fois plus faible que les ménages non-équipés.

La Mairie de Londres publie sa première stratégie d'adaptation au risque accru de canicule

Selon le rapport Heat Ready London, plus d'un million de logements seraient en risque de surchauffe, ainsi que 1 300 écoles, 60 hôpitaux et 351 maisons de retraite. Le rapport identifie 37 axes d'actions prioritaires, tels que l'amélioration de l'accès aux espaces climatisés, à l'eau potable et aux lieux de baignade, la rénovation des logements les plus à risques et l'accroissement de la canopée. Le système de transport devra également être résilient, avec une meilleure ventilation des stations et le déploiement de la climatisation dans les trains.

Environnement

Le gouvernement promet une consultation sur la mise en œuvre de son dispositif de lutte contre la déforestation importée

Après plus de cinq ans d'attente, le gouvernement a enfin annoncé l'ouverture prochaine d'une consultation sur les modalités de mise en œuvre de l'interdiction d'importée de certains produits issus de la déforestation illégale (soja, huile de palme, cacao, caoutchouc).

Cette interdiction avait été introduite dans l'Environment Act de 2021 mais n'était jusqu'à présente pas mise en œuvre faute de mesures d'application. Le gouvernement souhaite en particulier recueillir l'avis des entreprises sur l'étendue des audits que les importateurs de tels produits devront mettre en place tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement.

Industrie

Le gouvernement britannique ajuste ses quotas sur les importations d'acier avant l'entrée en vigueur d'une nouvelle mesure de sauvegarde

Le ministère du Commerce et des Affaires (DBT) britannique a présenté une nouvelle version de sa mesure de sauvegarde acier, qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet. La réduction totale des quotas exemptés de droit de douane est abaissée de -60 à -51%, tandis que

l'application de droits à 50% pour les importations hors quota est maintenue.

Parmi les explications à ces évolutions, on peut noter des [interrogations](#) sur l'impact de la sauvegarde acier pour le plan d'investissement pluriannuel dans la défense (*Defence Investment Plan - DIP*) : le renchérissement des importations lié à la sauvegarde n'aurait pas été intégré, et le DBT et le ministère des Armées auraient ainsi travaillé ensemble afin de mitiger au mieux cet impact. Le DIP (et ses nombreux retards) est un sujet sensible politiquement – la démission du ministre des Armées John Healey il y a deux semaines à son sujet est un des facteurs ayant précipité le départ de Keir Starmer. [Le secteur de la construction](#) a également alerté sur le risque de renchérissement des coûts inhérent aux mesures de sauvegarde.

Transport

Les prévisions de croissance liées à la troisième piste de l'aéroport d'Heathrow abaissées

Une [étude](#) du ministère des Transports britannique (DfT) a estimé que la construction d'une troisième piste à l'aéroport d'Heathrow n'apporterait qu'un gain de 0,05% au PIB du Royaume-Uni, avec une fourchette possible allant jusqu'à 0,03%. Cette estimation officielle est nettement inférieure aux 0,5% avancés par Heathrow pour défendre son projet d'extension, dont le coût est estimé entre 33 et 49 Md£ (financé avec des fonds privés).

Heathrow conteste cependant cette lecture, jugeant l'étude trop étroite. L'aéroport affirme que l'évaluation ne tient pas suffisamment compte de la hausse attendue du fret (alors qu'Heathrow accueille un quart de trafic de biens vers le Royaume-Uni et devrait voir sa capacité augmenter de 50% avec l'expansion).

Le projet avait été fortement soutenu par la chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves au sein du gouvernement de Keir Starmer. Le probable futur Premier ministre Andy Burnham s'était par le passé interrogé sur la nécessité d'une troisième piste, en citant la nécessité de mieux répartir la croissance britannique à travers le territoire du pays.

Les négociations sur le rachat de la compagnie easyJet continuent

EasyJet a entamé un nouveau cycle de négociations avec le fonds de crédit privé américain Castlelake, après avoir rejeté une quatrième offre de rachat qui valorisait la compagnie à 4,9 Md£. Le transporteur estime toutefois que cette proposition reste insuffisante et a également indiqué avoir des réserves sur la structure même de l'opération, notamment en matière de conformité aux règles européennes qui imposent la détention majoritaire des compagnies aériennes par des acteurs européens.

À la suite de cette évolution, easyJet a demandé au Takeover Panel britannique, le régulateur des acquisitions, de prolonger au 5 juillet le délai de négociation avec Castlelake, initialement fixé au 26 juin. Le fonds américain avait manifesté son intérêt pour le rachat d'EasyJet au début du mois de juin.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie), Martin Meilland, Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr